

10

# informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

## SOMMAIRE

### GRANDE-BRETAGNE

Les dockers et la grève du zèle.

### LETTRE DE GRECE

### FRANCE

- informations d'entreprise
- liaisons
- discussion

### ESPAGNE

-les luttes de 64

### NOTES DE LECTURE

-Stratégie ouvrière et néo-capitalisme

### DISCUSSION

-réponse à Noir et Rouge.

### ESPAGNE

-un tract de la base

### PUBLICATIONS

LE NUMÉRO

**mensuel**

0.50 Frs

NUMERO 34

DECEMBRE 1964

# grande - Bretagne

## LES DOCKERS /

La combativité des dockers anglais reflète la situation de tout le mouvement ouvrier anglais (1): les travailleurs luttent sur deux fronts, le patronat d'un côté qui veut accroître l'efficacité des docks par la modernisation des techniques par un bouleversement des horaires et des salaires; les syndicats d'autre part, les chefs syndicaux se trouvant au gouvernement (certains sont ministres) et pouvant jouer pleinement leur rôle de transmission entre le patronat et les travailleurs.

Les discussions sur les salaires dans lesquelles les patrons liaient augmentations et réformes étaient dans l'impasse depuis longtemps. La proximité des élections incita en septembre les leaders syndicaux (du syndicat unique des Transports - T.G.W.U.) et les employeurs à discuter; ceux-ci proposèrent un accord provisoire de salaire (12 shillings 1/2 par semaine pour le travail au temps et 3.50% pour le travail aux pièces), cependant qu'une commission provisoire paritaire -syndicats-patrons- s'occuperait de l'amélioration du rendement, du recrutement de nouveaux dockers et de la généralisation de l'emploi d'équipements mécaniques.

Le 7 octobre, les délégués syndicaux refusèrent ces propositions. Comme le soulignait le Financial Time " S'ils l'avaient accepté, les dockers l'auraient refusé. Les docks sont seulement un exemple extrême du fait que la portée d'un accord de salaire entre le gouvernement et les syndicats restera limité tant que les travailleurs ne seront pas organisés fermement ". ( 8/10/64). ( remarquez le sens donné au mot organisé, qui signifie faire entrer les travailleurs dans une organisation pour les soumettre à une discipline, sens que l'on retrouve dans la bouche de tous les dirigeants, patronaux, financiers, syndicaux, partis, quelle que soit leur étiquette).

La "sagesse" des délégués s'expliquait aisément: le 6 octobre une grève sauvage avait éclaté, groupant 1/3 des dockers: 20.000 dockers de Londres, Liverpool, Birkenhead et Hull, y participèrent pour appuyer une demande de 25 shilling par semaine (17.50) pour le travail au temps, et 5% pour le travail aux pièces. Le double de ce qu'offraient les patrons avec conditions.

Le samedi 10, à Londres, à un meeting non officiel convoqué par un comité de liaison non officiel, il fut discuté de l'action à mener et affirmé qu'aucun marchandage ne serait accepté et que l'augmentation devrait partir rétroactivement de mars, date du dépôt de la revendication. Deux autres meetings semblables se tenaient à Liverpool. Mais comme les dockers n'avaient qu'une confiance limitée dans les syndicats, leurs affirmations étaient suivies d'actions précises, toujours parties de la base:

- depuis 11 semaines (juillet) les dockers de Glasgow faisaient la grève du samedi et ont finalement accepté le 11 octobre de faire deux heures supplémentaires le vendredi mais de continuer à être libres le samedi s'ils le voulaient.

(1)Ceux que la question intéresse peuvent lire un article sur la longue grève de 1955 dans Socialisme ou Barbarie - N° 18- janvier-mars 1956.

- 2.000 dockers et 120 grutiers de Southampton déclenchent une grève perlée, accompagnée d'une grève des heures supplémentaires, la forme la durée, le moment des actions sont décidées par la base; cela dure 9 jours avec une reprise le 14 octobre pour 24 heures pendant que se déroulent des affrontements entre shop-stewards (délégués), chefs syndicaux et dirigeants des docks.
- ce même 14 octobre, des porte-parole "non officiels" annoncent au moment où de nouveaux pourparlers sont envisagés, une grève du zèle (I) si les revendications ne sont pas satisfaites.
- le 19 octobre, le comité "non officiel" lance un appel à une grève d'avertissement d'une journée pour le jeudi 22, qui sera suivie d'une grève du zèle illimité. Ceci est approuvé à Londres à un meeting "sauvage" suivi par 4.500 dockers.

A ce moment l'offensive se déclenche contre les dockers:

- le ministre du Travail, Gunter, travailliste, ex-syndicaliste déclare: " Dans les circonstances actuelles, la grève sauvage est la négation de tout le principe des négociations collectives et peut seulement conduire à l'anarchie. Je condamne énergiquement une telle action qui ne profite ni aux travailleurs, ni à l'industrie à laquelle ils appartiennent ".
- les journaux essaient d'intoxiquer les dockers; la grève perlée ne serait pas suivie, il y a des divisions, elle coûtera cher à ceux qui travaillent aux pièces, les dockers de Southampton et Liverpool n'ont pas répondu en vue de la constitution d'un comité de liaison des ports.
- il faut croire que le mouvement est suffisamment fort puisque pour ne pas perdre totalement la face, le syndicat des dockers (TGWU) annonce le 20 octobre, deux jours avant la grève sauvage d'une journée, une grève "nationale officielle" (sic) dans six semaines, c'est-à-dire début décembre.
- parallèlement (tout est bien orchestré) le ministre du travail déjà cité, annonce la création d'une commission d'enquête sur l'ensemble du travail dans les docks; et le patronat propose une augmentation supplémentaire de 3.4% pour les dockers gagnant moins de 12 L. par semaine.

Ce sont les grandes manœuvres habituelles de division. Les dockers se réunissent (toujours des meetings non officiels) et décident d'annuler la grève du 22 mais de maintenir la menace de grève du zèle. Les chefs syndicaux marchent à pas feutrés et cherchent à justifier leur "manque d'autorité". " Les leaders syndicaux sont très soucieux de ne rien dire qui puisse être interprété comme une faiblesse " (déclaration de Cousins - chef du syndicat TGWU et ministre travailliste). Ils essaient de récupérer la base. Peine perdue. A un meeting officiel, le 21 octobre à Tilbury (Londres) 200 dockers sur les 500 présents quittent la réunion lorsque Freeman, leader TGWU, parle de "groupes irresponsables menant la lutte non officielle ". Quelques heures plus tôt 1500 dockers avaient suivi un meeting "non officiel".

(I) voir à la suite les instructions issues de la base sur la grève du zèle.

Il faut croire que les syndicalistes-ministres ont réussi quelque peu, puisque Gunter, le ministre du travail, reçoit le 22 de l'Association nationale des industriels anglais (NABM) un télégramme qui le "félicite chaudement pour sa prompte intervention dans le conflit des docks et exprime l'espoir qu'une proche solution sera trouvée aux difficultés qui entravent sérieusement notre effort d'exportation". Le principal négociateur syndical Tin O'Leary déclare de son côté "Evidemment, nous désirons un arrangement et non pas combattre". Et le 25 octobre, à un meeting officiel à Liverpool (Merseyside) suivi par 100 dockers sur 12.000, un autre bonze déclare: "si un appel officiel pour la grève en décembre est lancé, j'espère que les dockers se tiendront derrière leurs leaders".

Toute cette mise en scène n'empêche pas les dockers de continuer à se battre: à Londres, le 24 octobre, les dockers du Royal Group refusent le travail du week-end et font la grève des heures: 15 navires attendent dans l'estuaire de la Tamise.

La commission d'enquête dite commission Devlin est à l'oeuvre. Le 20 novembre, elle dépose ses conclusions: 19sh 2d. d'augmentation (temps) (10%) et 5% (pièces).

Cette "recommandation" est acceptée par les employeurs et les syndicats réunis en commission paritaire nationale le 25 novembre, à effet du 30 novembre: donnant leur accord, les leaders syndicaux ont assuré que la grève du 1<sup>o</sup> décembre n'aurait pas lieu et qu'ils feraient tous leurs efforts pour faire reprendre les heures supplémentaires, particulièrement pendant le week-end.

Reste à savoir si les dockers acceptent. Un autre aspect essentiel abordé dans les discussions entre dirigeants reste dans l'ombre, c'est celui de la réorganisation du travail dans les docks pour une meilleure efficacité.

Nous reviendrons sur cette grève, et sur d'autres grèves sauvages, le déroulement des faits montre clairement, sans qu'il soit besoin d'insister, que les dockers se battent seuls, face à une coalition de dirigeants patronaux, politiques syndicaux, qui eux, parlent tous le même langage.

quand la base règle la grève du zèle

Le texte qui suit est la traduction littérale d'un tract diffusé à des milliers d'exemplaires à un meeting des dockers de Londres et envoyé aux autres dockers de Londres, Hull, Manchester, Grimsby, et Southampton. Il émane de la base et a été présenté par le Financial Times (9/9/64) comme "un guide non officiel pour la grève du zèle, pour être utilisé si la présente impasse se transforme en guerre ouverte". ( il s'agit d'une lutte pour les salaires).

#### Equipes à bord des navires:

- 1- ne pas s'occuper des appareils ou des mâts de charge.
- 2- aucun travail tant que les panneaux ne sont pas tous bien rangés
- 3- toutes les échelles dans les cales doivent être stables et en bon état.
- 4- toutes les passerelles doivent être amarrées et tous les garde-fous en place.
- ....
- 6- tous les navires chargés de manière à garantir la sécurité maximum
- 7- aucun treuil ne doit être utilisé s'il montre une défectuosité, même légère.
- 8- aucun treuil ne doit être utilisé s'il ne possède un système de protection pour celui qui le conduit.
- 9- toutes les grues doivent être à l'aplomb du contre de la cale.

- I0- pas d'arrêt pour le thé à bord du bateau; les alentours doivent être propres si non, aller ailleurs.
- II- n'accepter en aucun cas le travail à la tâche.
- I2- tous les cables, cordages, élingues, doivent être en excellente condition.
- I3- tous les chargements bien conditionnés pour permettre l'enlèvement.
- I4- tous les cordages pour amarrer les péniches à l'avant et à l'arrière doivent être en place, tout autre moyen est à rejeter.
- I5- des filets de sécurité doivent être utilisés dans les cales à tout moment, y compris des mains courantes autour des entreponts.
- I6- assurer des dégagements suffisants autour des entreponts contenant des marchandises pour d'autres ports.
- I7- pas d'équipes incomplètes au travail.
- I8- horaire de travail de 8 à 12 et de 1 à 5 (pas de bouche trous avant ou après).
- I9- faire attention à être payé pour examiner tous les systèmes de treuils.  
.....
- 2I- là où des vêtements protecteurs sont fournis, toutes les facilités de nettoyage doivent être prévues.
- 22- aucun papier ou registre ne doit être rempli ou tenu par un membre de l'équipe.
- 23- tout chargement doit être manipulé avec le maximum de sécurité.
- 24- exiger que l'éclairage convenable soit assuré en tout temps.  
....

Equipes à quai:

- 26- avant de commencer le travail, s'assurer que les drapeaux rouges sont déployés aux deux bouts du chantier de débarquement.
- 27- tous les diables inspectés pour un usage normal
- 28- tous les engins mécaniques, ferwicks, grues mobiles soigneusement inspectés
- 29- tous les quais inspectés pour les nids de poule ou les rails dépassant
- 30- tous les camions déchargés et chargés dans les halls et non sous les hangars.
- 3I- pas de division des équipes.
- 32- Pas de surcharge des cordes, élingues ou plateaux.
- 33- toutes les équipes retirées par période de 4 heures pour réaffectation.
- 34- pas d'opérations sous les grues en mouvement.
- 35- important, pas de séparation entre les équipes en grève.
- 36- pas de camions à quai, excepté pour l'approvisionnement des navires et alors seulement un à la fois.
- 37- tous les hommes hors équipe (à travail temporaire) retirés par période de 4 heures

Nous devons exiger que tous les hommes soient affectés à un travail pour protéger nos membres de la menace de représailles.  
Ceci signifie l'affectation de tous ensemble.

En reproduisant ce tract, le bulletin anglais "Solidarity for Worker's Power (vol.3 N° 6) y ajoute ce commentaire: " la plus importante suggestion pourtant est que les dockers doivent collectivement centrer l'infamant système de "l'appel libre". Selon cette pratique, héritée des conditions de travail d'il y a un ou deux siècles, les dockers sont rassemblés et choisis comme du bétail par les chefs d'équipe pour des tâches particulières. Les dockers de Tilbury suggèrent qu'au lieu de ceci

ils se rendent pour affectation au bureau du secteur du National Dock Labour Board, comme ils y sont autorisés par la loi. Ils doivent déposer leurs livrets de travail un à la fois. Cela peut prendre quelques heures chaque jour pour l'affectation des dockers mais cela ne sera pas leur faute.

....  
Une grève du zèle réussie, a beaucoup d'avantages sur un arrêt de travail. D'abord les hommes sont payés - au moins jusqu'à ce que les patrons dédient le lock-out (alors les critiques pour le chaos s'adressent clairement à qui elles doivent s'adresser). Ensuite, la grève du zèle attire l'attention des ouvriers, non seulement sur leurs revendications immédiates, mais aussi sur ce que sont réellement leurs conditions de travail dans leur industrie. Finalement, dans la grève du zèle, le contrôle de la lutte reste fermement entre les mains de la base... Les ouvriers développent leur propre initiative et confiance en eux. Et quand tout est dit et fait, c'est sûrement un préalable vers une société socialiste véritable, dans laquelle les travailleurs eux-mêmes organisent la production et ne laissent pas la décision à des experts de "l'aile droite" ou de "l'aile gauche", soit disant agissant en leur nom.

Ceux qui disent qu'il "est bien mieux que les grèves soient officielles ne peuvent être d'un grand secours pour les travailleurs en lutte. Ils n'ont pas compris eux-mêmes que ceci signifie remettre la conduite de la lutte entre les mains des dirigeants syndicaux permanents, dont l'intérêt fondamental diffère de ceux des travailleurs.

## grèce

### LETTRE reçue d'un camarade d'ATHENES:

"J'ai reçu il y a longtemps vos numéros très intéressants des "informations" et je vous remercie. Mais permettez-moi de croire qu'il ne fallait pas consacrer une page de votre revue pour la grève des médecins de Belgique. Cette couche sociale, par sa nature même, est réactionnaire et n'a aucune relation avec le mouvement ouvrier.

"Je vous envoie quelques informations pour les grèves des derniers mois.

Fin septembre: une longue grève des métallos de Stratoniki (Chalkidiki, Macédoine), Revendications: augmentation des salaires, amélioration des conditions du travail. Cette grève dure jusqu'à aujourd'hui (48 jours), aucune manifestation de solidarité des travailleurs des autres branches, seulement télégrammes de sympathie et protestations platoniques.

20 septembre: une grève de 48 heures des syndicats du personnel des hôtels, des restaurants et des cuisinières. Athènes, Le Pirée, Salonique et Rhodes.

Octobre: Grève de six jours par les métallos de Loryme, Revendications: augmentation des salaires et amélioration des conditions du travail.

Grève de 48 heures des ouvriers des confiseries contre les appointements des syndicalistes droitiers dans les Organismes des Assurances.

Grève des chauffeurs des autobus - sans succès. Beaucoup de briseurs de grève et moyens de transports de l'armée.

Novembre: licenciements de grévistes par trois firmes de tabac et une firme de cuivre.

La grève partielle des ouvriers des savonneries et des huileries passe son 20ème jour.

Une grève de 48 heures éclate dans l'Entreprise Publique d'Electricité (SEH)- 7000 travailleurs- pour des questions concernant les assurances sociales. Le président local du syndicat des travailleurs de SEH de Macédoine-Thrace, envoya un faux télégramme aux membres du syndicat disant que le ministre du Travail acceptait les revendications des travailleurs et que la grève soit suspendue. Les travailleurs firent une marche sur les bureaux du syndicat pour lui casser la gueule: il se sauva grâce à l'intervention de la police. Le premier Ministre "démocrate" Papandréou, déclara " si les grévistes font emploi de la violence, nous utiliserons la loi du "travail libre". Après cette déclaration, le gouvernement décida la mobilisation d'une partie des travailleurs. Sur 1500 mobilisés, 400 firent grève seulement, et reçurent aussitôt des convocations devant les tribunaux. Mais la grève des non mobilisés fut réussie.

Le 6 novembre éclata une grève des 3000 ouvriers du port du Pirée pour une augmentation des salaires (30%). Le gouvernement utilisa pour les travaux du port des matelots et soldats. La grève réussit, et s'étendit aux autres ports du pays (Salonique, Patras, Volos, etc.). Le 14 novembre, les grévistes firent une grande marche au Bureau Politique pour rencontrer Papandréou. Les syndicalistes après des promesses vagues de Papandréou, décidèrent la fin de la grève sans aucune protestation de la part des grévistes. Nombre total des grévistes: septembre: 11.500- octobre: 31.000 et jusqu'au 12 novembre: 35.000

Les syndicats: les diverses tendances syndicalistes (staliniens, droitiers, démocrates du centre) luttent pour la direction des syndicats: tous veulent avoir un poste à la direction temporaire de la Confédération Générale des Ouvriers Grecs. Cette direction sera appointée. Ils veulent aussi un poste aux Organismes des Assurances. Les appointements sont fixés par le Ministre du Travail.

A une Conférence de Presse, les "II5" (démocrates et pro-staliniens) déclarèrent que " le gouvernement présent est plus près des travailleurs qu'au cours des 20 dernières années." Le nombre des travailleurs syndicalisés est de 250.000 sur un total d'un million. Le nombre des syndicalistes en poste est 17.600, c'est-à-dire un syndicaliste pour 14 travailleurs ! On demande à une ouvrière pourquoi elle n'appartient pas à un syndicat? Sa réponse est celle-ci " parce que tous veulent la Présidence ".

oooooooo

## France

ACTION DIRECTE: A Mourenx, près de Coulommiers (S.S.M.) 7 familles d'ouvriers menacées d'expulsion du logement fourni par l'entreprise qu'ils avaient quittée ont occupé une nuit la Mairie. Personne n'a osé appeler la police, et la décision ne sera pas exécutée.

### FAIENCERIES de LUNEVILLE:

grève des heures supplémentaires, puis grève illimitée le 21 novembre devant la menace de lock-out- 600 ouvriers gagnent de 270 à 350 Frs par mois.

NOUVEAUX LICENCIEMENTS: dans les mines de fer de Moselle- "Reclassement" selon les méthodes mises au point en 63 à la suite de la grève des mineurs de Trieux - (voir L.C.O. avril 64 )

NANTES:

Incidents à la Société Nantaise de Fonderies à la suite de mouvements pour les salaires. La direction ayant refusé de recevoir les délégués les travailleurs ont bloqué les bureaux à l'heure du déjeuner et le directeur et le chef du personnel ont dû sortir par la fenêtre.

DUNKERQUE:

Usinor: débrayage le lundi 19 octobre pour obtenir le remplacement du poste du dimanche par un poste du jeudi ou une majoration de 100% au lieu de 50%. La direction arrête les hauts-fourneaux jusqu'au vendredi, les ouvriers s'étant prononcé la veille pour la "reprise du travail" sans conditions.

CONSTATATIONS

PATRONALES: le calme du secteur privé favorise l'action gouvernementale dans le secteur public (Usine Nouvelle, 22/10/64). Nous avons intérêt à ce que les syndicats américains obtiennent le plus de résultats possibles dans leurs actions. Ce que les sociétés distribueront en salaires et avantages sociaux, sera autant de capacité d'investissement (notamment en Europe) en moins. ( Entreprise, 10/10/64).

oooooooo

licisions

REUNION des CAMARADES DE PARIS: 21/11/64- 20 présents- 2 excusés- (Assurances Générales, Enseignants, Imprimerie, Jeumont, P.T.T., Renault-Saviem, Sud-Aviation, ouvriers et employés de petites boîtes, (matériel d'imprimerie, électro-ménager, métallurgie, études de marchés, etc), étudiants.

INFORMATIONS d'entreprises:

La plupart des camarades, quelle que soit la branche d'activité, constatent qu'il n'y a actuellement aucune action ou même revendication, soit de la base, soit des syndicats.

SAVIEM:

Comme c'est prévu depuis longtemps, le déménagement de l'usine à Blainville près de Caen se poursuit. La direction prévient six mois à l'avance par circulaire individuelle les ouvriers des ateliers qui sont fermés. C'est ainsi que le 4 novembre, la fermeture de 6 ateliers de fabrication et montage de moteurs et essieux a été annoncée pour mai 1965. Il est proposé le déplacement à Blainville aux conditions suivantes:

- salaires de Blainville (30% inférieurs à qualification égale à ceux de Paris).
- des logements (loyer plus cher souvent que celui qu'on quitte)
- remboursement des frais de déménagement.
- primes de "dépaysement" (sic) dégressives pour s'adapter à la diminution de salaires: 20% du salaire actuel pour 3 mois, 10%



-3-

pour 3 autres, 5% pour les trois suivants, rien après.  
Pratiquement, peu acceptent le déplacement. Les autres qui se sont laissés prendre, sont vite revenus ou se sont rapidement rendus compte de la différence énorme des salaires et des conditions de travail entre la région parisienne et la province.  
Mais tout ceci n'entraîne aucune réaction: la plupart espère se recaser facilement lorsque l'usine disparaîtra.

RENAULT (Billancourt)

rien de nouveau, certains ateliers tournent à plein, d'autres au ralenti

SUD-AVIATION: (Courbevoie)

Bruits divers au sujet d'une grève à Suresnes de 30 ouvriers travaillant dans un atelier avec danger de radioactivité (contrôle au compteur Geiger) et demandent une prime de danger. Par un jeu de circonstances (sortie de l'atelier, puis hors de l'usine, départ de quelques uns) le débrayage limité a duré tout l'après-midi. Bruits de 1.100 licenciements qui semblent non fondés.

ELECTRO-MENAGER: Gernéville- 200 ouvriers.

petite boîte paternaliste, à personnel stable (au moins 5 ans d'ancienneté) Beaucoup de jeunes et en majorité des femmes. Trois délégués maison choisis par la direction parmi les plus anciens. Abattement d'âge chez les jeunes qui font le même travail que les anciens (2.90 à 3 frs de l'heure)- horaire de 9h30 par jour sur 5 jours; samedi matin facultatif, mais en fait obligatoire. Pas de solidarité, même sur le plan revendicatif, une demande d'augmentation des peintres de la cabine (uniforme de 20 AF pour chacun) a entraîné une proposition discriminatoire de la direction: 15 pour un français et 10 pour les autres, tous marocains, ce qu'ils ont accepté sans vouloir aller plus loin. Quand la Thomson a bougé, aucune réaction.

UN CAMARADE de

JEUMONT:

a eu des informations sur une grève dans une importante usine de Barcelone: IBERIA (radio, télé, etc..) cette grève a duré 15 jours, sans aucun résultat; 8 ouvriers ont été licenciés et la direction a menacé de renvoyer tous les embauchés les plus récents. Une affiche clandestine, rédigée par des ouvriers, de style ironique, a été placardée dans la cantine, ce qui a déclenché une enquête de police.

METALLURGIE:

(petite usine de Courbevoie)

Une tentative de faire chômer les veilles de fêtes une demi-journée avec récupération s'est heurtée à l'hostilité des ouvriers et a été annulée.

METALLURGIE:

(petite usine de Paris)

peu de travail, horaire ramené à 45 heures- il est question de licenciements.

FABRIQUE de

MARGEURS:

(imprimerie, tôles,- 100 ouvriers).

l'augmentation de salaires qui avait été de 7 à 9.50% en 63 n'a été que de 3 à 4.5% en 64. il n'y a pas d'abattement d'âge aux moins de 20 ans (un PI avec CAP touche 4.80 l'heure)- de nouvelles commandes émanant en partie de l'Est (Pologne).

IMPRI-MERIE:

discussion autour de la transformation de la CFTC en CFDT

Inquiétude quant aux perspectives de modernisation: un journal, La Nation est imprimé par un procédé off-set ultra moderne entièrement automatique (suppression des linotypistes).

#### CORRESPONDANCE:

Lecture de lettres: d'un camarade de Voix Ouvrière, d'une réponse à la lettre du groupe Noir & Rouge, d'un patron au sujet d'un accord d'entreprise. Lettres et discussion figurent dans d'autres rubriques.

#### UN CAMARADE

pense qu'au-delà des préoccupations propres à leur situation de travailleurs les participants à I.C.O. devraient tenter de faire la jonction entre leur expérience d'une part, et d'autre part les problèmes généraux du mouvement ouvrier, les problèmes de la société. A cet effet, il propose aux camarades présents de participer aux réunions publiques (la prochaine sur la hiérarchie) du groupe Socialisme ou Barbarie, auquel il appartient.

De la discussion qui s'ensuit on peut tirer que la quasi-totalité des camarades présents entendent préserver le caractère original d'I.C.O. que les réunions soient d'abord et avant tout un échange d'informations et d'expériences sur leur situation concrète de travailleurs, que chacun en fonction de sa propre expérience et de celle dont il a connaissance à travers I.C.O. peut ainsi tirer sa propre réflexion en fonction des idées et des discussions théoriques des groupes auxquels il peut participer ou des lectures qu'il peut faire. Les camarades d'I.C.O. pour la plupart se sont retrouvés pour fuir les organisations, petites ou grandes, pour qui l'action ouvrière n'est que l'expression d'une politique ou d'une doctrine, la vérification d'une théorie, la propagande autour d'une programme, l'agitation pour une organisation. Chaque camarade d'I.C.O. est libre de sa participation à un groupe, de son action sur son lieu de travail: dans cet engagement, il trouve auprès des autres participants à I.C.O. toute la solidarité dont il peut avoir besoin (financière, matérielle, de discussion) à la mesure de nos possibilités, mais aussi la plus franche discussion aussi critique qu'elle soit, sans aucune concession à la facilité, à la démagogie, à la conciliation à tout prix.

#### TRANSFORMATION

##### de la CFTC:

déterrer la hache de guerre de l'anticléricalisme à ce propos paraît bien dérisoire et superficiel. Ce qu'il faut analyser, ce sont les raisons de cette transformation dans le cadre de l'évolution du capitalisme.

Dans les pays industrialisés ou en voie d'industrialisation rapide le syndicat unique est une réalité (sous sa forme "démocratique" ou "autoritaire" selon les nécessités propres du capitalisme). L'unification syndicale s'est réalisée par des voies diverses, aux USA, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en même temps que se développait par différents moyens l'obligation pratique d'adhérer au syndicat (passage d'un organisme vivant fort de l'adhésion de la base à un organisme légal disposant d'une autorité concédée par le pouvoir). A plus ou moins brève échéance, sous le masque du pluralisme syndical, avec ses formes propres, cette évolution se poursuit en France. Elle est déjà bien avancée (fractions importantes dans chaque syndicat pour un syndicalisme "moderne", débats sur l'intégration): la transformation de la CFTC est motivée par la nécessité de se placer sur le même terrain que les autres centrales pour permettre éventuellement un rapprochement et une fusion. Il est d'ailleurs à prévoir que, préalablement à cette fusion, les centrales se livreront une guerre acharnée et à surenchère démagogique (voir la grève de 24h de FO)

pour ne négocier avec les autres qu'en position de force. Ce cheminement ne sera pas en ligne droite, mais zigzaguera au gré des événements et des engagements politiques propres à chaque centrale. Il peut être retardé par des options dues à la politique internationale ou précipité au contraire dans des rassemblements style Front Populaire, l'intégration et le rapprochement se faisant brutalement et étant présentés comme des victoires ouvrières.

Un camarade fait des objections à ce schéma en arguant du fait que beaucoup d'anciennes structures subsistent en France (petites entreprises commerce, agriculture) et qu'il faut se garder d'en tirer des conclusions hâtives de la situation existant dans d'autres pays industriels. Cela peut s'exprimer par exemple, dans le maintien (en France et en Italie) de partis communistes importants dont la présence constitue un obstacle à l'évolution ainsi tracée.

oooooooooooo

## espaigne

Malgré des informations fragmentaires (I), il est possible de se faire une idée - bien qu'imparfaite - des actions ouvrières en Espagne depuis le printemps.

Mars 64: -manifestation à Madrid (le II) de 600 travailleurs devant la Maison des syndicats, pour l'ouverture du congrès des syndicats franquistes; c'était impensable il y a quelques années, mais c'est aussi une démonstration ambiguë qui semble regrouper aussi bien des oppositionnels franquistes, des manifestants politiques (parti communiste) que des ouvriers mécontents.  
- 5.000 mineurs de Rio Tinto (Huelva) en grève, pour une question de convention collective.

Avril 64:  
-Hauts-Fourneaux de Sagonte (Valence) - 4.000 ouvriers sont en grève 3 semaines. Une augmentation de rendement avait été imposée à l'aide d'un système de primes qui ne furent pas payées. Grève sur le tas d'abord, hors de l'usine ensuite. C'est un échec: reprise le 25 avril, arrestation des "meneurs" emprisonnés à Valence. Action dans l'usine pour leur libération.  
-Mines des Asturies (Nueva et Langreo) - la grève commence le 14 avril sur des revendications de salaires (classification, augmentation, régime des silicosés); elle s'étend peu à peu aux autres mines: le 25 avril 15.000 mineurs sont en grève.

Mai 64: -manifestation du 1<sup>o</sup> Mai à Bilbao: 10.000 ouvriers sont dans la rue pendant deux heures; les slogans "Liberté", "nous voulons des syndicats libres",

(I) Ce texte a été rédigé à l'aide d'informations parues dans: Le MONDE, l'HUMANITE, LA BATALLA (organe du P.O.U.M.) FRANCE-OBSERVATEUR (P.S.U.) LIBERTE (anarchiste) LA VIE FRANCAISE (financier) LA REVOLUTION PROLETARIENNE (syndicaliste révolutionnaire).

"vive le droit de grève", sont déjà plus politiques. Une grève de 48h suit dans des usines de la ville. Certains conflits sont purement revendicatifs (lock-out de l'usine Vasconia à la suite d'une action pour les salaires).

- dans les Asturies: les grèves se poursuivent (50.000 à la mi-mai, 13.000 le 27 mai), polarisées par les discussions officielles sur l'Ordonnance sur le travail dans les mines. Action de solidarité dans la métallurgie de Bilbao.

- Santander: métallurgie (Nueva, Montana, Quijano): une action appuie la présentation d'un avant-projet de convention collective. Réponse: des licenciements (15 mai).

- Bilbao: grève portée dans les chantiers navals pour des revendications de salaires touchant 11.000 ouvriers (18 mai).

- Gijon (port des Asturies) lock-out jusqu'au 31 mai de 500 ouvriers de l'entreprise Moreda.

#### Juin 64:

- un millier de travailleurs manifestent le 4 juin à San Lucar de Barra  
- Meda (Cadix) devant le local des syndicats pour réclamer la liberté de pêche à l'embouchure du Guadalquivir, le monopole de pêche ayant été concédé à une grosse entreprise. Il s'agit d'ouvriers agricoles saisonniers qui vivent l'hiver de la pêche des huîtres et des crustacés. Ils obtiennent satisfaction.

- Hauts-fourneaux de Bilbao (Altos Hornos) - grève portée pour faire pression dans la discussion d'une nouvelle convention collective (5 juin)

- Manifestation (le 5 juin) à Sama de Langreo, centre industriel des Asturies devant le siège des syndicats franquistes. Les grèves se poursuivent toujours dans les mines sans qu'il soit possible de s'arrêter pour l'instant (notamment à la Camocha, près de Gijon).

- San Sebastian: le 20 juin, 15.000 grévistes dans deux usines métallurgiques (Fabrica de Armas, Labordeu Haraneros)

#### Août 64:

- 400 mineurs de la mine de Fameral (bassin de Nalon-Asturies) sont en grève pour le reclassement de 9 mineurs silicoseux (7 août).

#### Sept. 64

- manifestation le 2 septembre devant le siège provincial des syndicats à Madrid (l'Humanité parle de plusieurs dizaines de milliers, le Monde de 1500)

- Nouvelle manifestation à Madrid le 16 septembre, dans les quartiers de la Plaza de Espana et du Paseo de Prada. Des tracts distribués par une organisation clandestine "Fédération de la métallurgie de Madrid" ont appelé les métallos à faire pression dans les discussions de salaires à la commission syndicale. Ceci concerne 150.000 ouvriers de Madrid. Il semble qu'il y ait un décalage très important entre les chiffres avancés dans les pourparlers (20% d'augmentation, soit un salaire de 95 pesetas par jour) et les revendications (150 pesetas-heure de 24h-25 jours de congés payés-échelle mobile- participation aux bénéfices) Comme pour les manifestations de mars, on doit souligner l'ambiguïté des appels qui semblent émaner autant d'une opposition aux syndicats franquistes que d'organisations clandestines les uns et les autres cherchant à exploiter l'agitation réelle sur les revendications de salaires.

- 3.000 pêcheurs de 150 bateaux de Bernejo (près de Bilbao) sont en grève près de deux mois; c'est un échec.

#### Octob. 64

- manifestation de 400 ouvriers devant la prison de Burgos en faveur

de l'amnistie, à la suite de sanctions (cachot) prise contre 130 prisonniers qui avaient tenté d'agir à l'intérieur de la prison.  
- grèves sur le tas à Bilbao (15 octobre) au cours de négociations sur les conventions collectives; rassemblement devant la maison syndicale; Les usines métallurgiques Babcock et Wilcox sont fermées sur ordre du gouvernement; les ouvriers refusent de reprendre tant que ceux de leurs camarades arrêtés ne sont pas remis en liberté. Une manifestation le dimanche 18 octobre à Bilbao pour la libération de 4 ouvriers arrêtés le 11 septembre, pour le réembauchage des licenciés pour faits de grève (plus de 1000 en Biscaye) la liberté syndicale et le droit de grève.

Il est difficile de dire quel est le résultat de ces luttes, quelles incidences elles ont sur les décisions patronales, gouvernementales, sur les discussions des conventions menées par les syndicats officiels. Il est difficile de dire, après deux années où les grèves se sont imposées (1) si la situation matérielle, si les conditions de travail sont changées, si, meilleures pour les uns, elles ne se sont pas aggravées pour d'autres. Un point est certain, c'est que ces luttes ont uniquement un caractère économique.

Mais cela est trop souvent souligné par certains responsables d'organisations (y compris les syndicats franquistes) pour que l'action ouvrière revendicative qui dure ne soit pas exploitée, d'une manière ou d'une autre, par les organisations politiques. Ceci d'autant plus que la persistance des luttes révèle une rupture de plus en plus grande entre le domaine de la production où s'affrontent travailleurs et patronat et le domaine des institutions (administration, armée, police, église, syndicats) qui, au service des dirigeants dominant et "font accepter" par des voies diverses, la masse des exécutants.

Dans les cadres de l'Etat franquiste, les choses étaient simples: la grève est un délit grave. Le point de vue de l'armée et de la police, un commandant de la garde civile le résumait récerment en ces termes: " nous sommes contre la grève en tant que moyen de faire valoir un droit professionnel tout comme nous sommes contre l'assassinat comme un moyen de justice personnel". Un délégué de la "gauche phalangiste" l'exprimait différemment: " dans un état phalangiste ou syndicaliste la grève doit être interdite et le travail subordonné à l'intérêt de la nation "(2)

En regard de ces règles et du cadre institutionnel chargé de les appliquer, il y a la situation réelle, telle que la révèlent les grèves:

- la grève illégale, existe couramment à une grande échelle
- dans les sociétés capitalistes modernes, il n'y a pas de grève revendicative d'une certaine dimension qui ne soit en même temps politique (par son caractère même et non par la volonté consciente des travailleurs). Ceci est d'autant plus valable que l'état est plus autoritaire, que l'économie est théoriquement, plus encadrée et planifiée. Une question de salaires dans les mines est déjà une question politique; la mise en cause du cadre institutionnel l'est beaucoup plus. Or, de grèves revendicatives "passives" les luttes de 1964 semblent passer peu à peu au stade de grèves actives

(1) voir la brochure "Espagne 62" - tirée en commun par Noir et Rouge et ICO, que nous pouvons envoyer contre versement de 1 fr (au ccp ou en timbres)- compléments dans ICO février, septembre et décembre 63- Noir et Rouge N° 25.

(2) on retrouve ici cette notion fréquemment exprimée, quelle que soit la structure de l'Etat (démocratique ou dictatorial, capitaliste "libre" ou d'état) d'intérêt national opposé aux revendications ouvrières (y compris par les partis "de gauche" et les syndicats) pour faire accepter les conditions de travail dans une période historique donnée.

engageant une pression directe sur le cadre institutionnel sur les syndicats officiels dans les discussions des Conventions, sur la police pour la libération des travailleurs arrêtés, sur les hommes au pouvoir pour que les revendications puissent être défendues librement et sans la menace constante d'une répression.

Si le développement et la persistance de ces luttes revendicatives montrent que le rapport de forces s'est modifié en faveur des travailleurs, cela ne signifie pas pour autant que l'Espagne va connaître une révolution dans laquelle les travailleurs prendraient eux-mêmes le pouvoir social. Aucun régime ne peut sans doute subsister longtemps avec un tel décalage entre ses institutions et les rapports sociaux réels. Mais si le régime est faible et vidé de son contenu, cela ne veut pas dire que les classes dominantes soient faibles: ce serait oublier le capitalisme espagnol et les intérêts étrangers, dans le marché commun, américain, anglais, ce serait oublier l'Eglise à la fois puissance foncière et capitaliste et organisme d'encadrement, ce serait oublier que l'Espagne fait partie dans les zones d'influence impérialistes de l'hémisphère occidental et que le parti communiste jouerait (et joue) le rôle de défenseur et de reconstruteur d'un nouvel ordre bourgeois (les formations politiques du style "Front National" en témoignent). Plus que jamais une véritable révolution espagnole n'aurait de sens que dans une révolution mondiale.

Il est certain que cette coalition d'intérêt d'exploitants capitalistes et d'appareils d'encadrements divers essaieront par tous moyens d'éviter une rupture révolutionnaire, dans laquelle les travailleurs poseraient leur revendication du pouvoir social (même sans l'exprimer ainsi) et dans laquelle toutes les organisations politiques seraient, comme en 36, acculées à prendre position en faveur d'un Etat capitaliste. Ceci explique les courants que l'on voit se dessiner vers une mutation du régime franquiste (mutation que l'on qualifie volontiers de révolutionnaire) à la fois de l'intérieur et de l'extérieur.

De l'intérieur, l'ampleur des critiques dans les organisations mêmes créées par le régime, témoigne, si c'était nécessaire, de l'ampleur de la crise politique. C'est semble-t-il le patronat qui est le plus conscient des réalités. A l'occasion de la grève des Asturies, le cadre législatif actuel est présenté comme un obstacle à une "saine gestion patronale car il oblige à recourir à la force". Il reconnaît la faillite des institutions et demande la "création de syndicats authentiques et représentatifs par l'intermédiaire desquels les mineurs pourront négocier en toute confiance, ne recourant à la grève que dans les cas extrêmes". (Le Monde 7/5/64) (1). Pourquoi cette position patronale? Cette simple phrase résume ce que nous avons expliqué plus haut: "s'il n'y a pas de rénovation des structures syndicales, celle-ci pourraient être débordées par les masses". (Le Monde 14/10/64)

En clair cela signifie que le patronat espagnol a besoin (en raison de ses structures présentes, de l'orientation économique) d'un syndicat "évolué" de type occidental et non plus du syndicat de type totalitaire (2). Cette mutation

(1) on peut rapprocher ces déclarations patronales du contenu de l'article paru dans Liberté (juin 64) sous le titre "Les syndicats peuvent unir l'Espagne" et qui témoigne d'une grande confusion lorsqu'il parle d'unir "les syndicats, des chrétiens et des socialistes aux anarchistes".

(2) ce qui n'exclut pas la reprise de ce type ultérieurement. Les états capitalistes oscillent, selon leurs nécessités internes, entre la forme démocratique et la forme totalitaire, les syndicats oscillant corrélativement entre la forme libre (pluralisme syndical en France ou Italie) et la forme totalitaire (Russie, Espagne franquiste, Front populaire).

qui explique et rejoint celle de tout l'appareil politique, elle existe déjà dans les faits: les institutions vidées par l'action des travailleurs de leur contenu réel, les rats quittent le navire et essaient de "rester avec les masses" pour se trouver au bon moment leurs places de dirigeants "organiseurs". L'Eglise (puissance économique, Opus Dei) se replace sur le terrain social en utilisant d'une manière électorale aussi bien les régionalismes basque et catalan (lettre de 400 prêtres catalans condamnant les attitudes de l'Eglise), la misère dans les campagnes (l'Action catholique réclamant des changements de structure dans le monde rural alors que l'Eglise est le principal propriétaire foncier), l'opposition syndicale (syndicats chrétiens clandestins). L'appareil syndical franquiste lui-même voit sa base "suivre le vent" pour garder le contact (et sa fonction sociale): dans les Asturies en Mai, la plupart des 1250 représentants syndicaux mineurs qui sont tous passés par l'école syndicale d'Oviedo participent à la grève; en septembre à Madrid, 6000 "représentants" des métallos de Madrid envisagent en bloc de renoncer à leurs fonctions en signe de protestation si l'augmentation des salaires n'est pas accordée.

Nous avons souligné que les manifestations revendicatives semblaient dépasser le stade de l'usine et toucher les institutions elles-mêmes: elles prenaient, à l'insu des travailleurs un tour plus politique. A ce niveau, elles peuvent être - et sont exploitées par les organisations - aussi bien les oppositions à l'intérieur des syndicats officiels que les appareils clandestins divers -et d'autant plus- dans le cas du PC espagnol que ses membres sont "entrés" dans les syndicats franquistes. Le caractère des manifestations de Madrid ne saurait laisser de doute: d'une revendication de salaires, il y a eu une mutation en manifestations devant les sièges syndicaux, puis en manifestations de rues, avec mots d'ordre anti-américains (ce qui signifierait que la lutte est déjà déviée dans les conflits entre impérialisme, en dehors d'une lutte sociale réelle). On pourrait relever des faits semblables dans la manifestation du 1<sup>o</sup> mai à Bilbao.

A l'extérieur, on retrouve dans la pratique des alliances et des "Fronts" contre Franco, les mêmes confusions et les mêmes dangers pour les travailleurs espagnols que ce que révèle la situation intérieure de l'Espagne. Ce sont ceux que les travailleurs de partout trouvent à chaque moment devant eux dans leur lutte. A la mesure de l'Espagne d'aujourd'hui, ils risquent de prendre une dimension plus dramatique. Jusqu'à présent, ce que l'on peut constater, c'est que les ouvriers et les paysans espagnols ont lutté en dehors d'une direction établie et que cette lutte a modifié profondément le régime resté formellement en place. On peut leur faire confiance pour continuer dans cette voie: cela dépend de la conscience qu'ils auront aussi de leur force et de leurs possibilités mais cela dépend tout autant de la conscience que tous les travailleurs de partout auront de leur propre force et de leur propre possibilités face à leurs propres exploités.

oooooooooooo

# RÉUNION

REUNION des CAMARADES d'ENTREPRISE

S A M E D I 1 9 D E C E M B R E

15 heures

le lieu de réunion sera indiqué aux camarades qui y assistent habituellement et à ceux qui en feront la demande.

# notes de lecture

"STRATEGIE OUVRIERE et NEO-CAPITALISME"- André Gorz- Ed. du Seuil

Nous conseillons la lecture de ce livre- Il contient une excellente analyse du capitalisme moderne et une très subtile apologie du néo-réformisme. Rien de meilleur pour nous permettre de mieux connaître nos adversaires: capitalistes et techno-bureaucrates, car on peut classer André Gorz parmi ceux-ci, comme nous le verrons plus loin. Sa "Stratégie ouvrière" si bien présentée qu'elle soit, ne peut tromper que ceux qui ne demandent qu'à l'être. Mais il est bon de la connaître, ainsi que les arguments qui l'étayent et contre lesquels il faut s'armer. Les plus habiles réformistes se sont toujours présentés comme les plus efficaces révolutionnaires. C'est ce que fait André Gorz. Il part en guerre contre les "maximalistes" à l'instar de Lénine qui pourfendait le communisme de gauche, "maladie infantile". Et, comme pour Lénine, sa stratégie "ouvrière" n'est qu'une stratégie techno-bureaucratique, malgré l'astucieux baratin révolutionnaire qui sert de camouflage.

L'auteur s'est beaucoup inspiré des théoriciens du néo-réformisme italien qu'il cite à plusieurs reprises ( voir I.C.O.- avril 1963). Reconnaissons d'ailleurs qu'il est moins filandreur et indigeste. C'est toute une école qui semble croire possible un passage pacifique du néo-capitalisme à un système techno-bureaucratique en utilisant la pression active des travailleurs. Merci pour cette nouvelle stratégie. Les exploités du monde moderne ont autre chose à faire que d'ouvrir par leur lutte, le chemin du pouvoir à de nouveaux maîtres. Nous croyons, au surplus, que nos néo-réformistes, n'ont pas de grandes chances de réussir dans leurs projets et que toute leur propagande ne peut qu'apporter de l'eau au moulin des réformistes tout court qui désirent garder ou faire leur place dans le système capitaliste dont l'évolution et les mutations ne modifient pas l'essence.

Un exemple de la manière dont André Gorz nous introduit sa stratégie "ouvrière":

"La dictature de fait du capitalisme organisé ne peut plus être combattue dans les pays industriellement avancés, au nom d'une dictature opposée ou différente seulement par des détails et par son décor. Elle ne peut être combattue sur le terrain économique et politique seulement. Autant que sur la production et la distribution des richesses, la dictature du capital s'exerce sur la manière de les produire, sur le modèle de consommation et sur la manière de consommer, sur la manière de travailler, de penser, de vivre. Autant que sur les ouvriers, les usines et l'Etat, elle s'exerce sur la vision de l'avenir de la société, sur son idéologie, ses priorités et ses fins, sur l'apprentissage que font les individus d'eux-mêmes, de leurs possibilités, de leurs relations à autrui et au reste du monde. Elle est économique, politique, culturelle, psychologique à la fois, elle est totale".

" C'est pourquoi il convient de la combattre totalement à tous ces niveaux, au nom d'une alternative globale. Un combat qui ne se situerait pas d'emblée sur le terrain culturel, "idéologique" et théorique comme sur le terrain principal serait vain aussi vain qu'un combat qui serait



"mené au nom d'une alternative globale, sans savoir l'incarner dans des médiations, sans savoir la relier à des luttes, à des besoins immédiats".  
( p.123 - c'est nous qui soulignons).

Cette citation est longue. Mais à part ce que nous avons souligné, qui pourrait y trouver à redire? Quelques lignes plus loin, André Gorz nous parle des "médiateurs", citant lui-même Lucio Magri:

" La contradiction qui s'approfondit entre le développement monopolistique et les plus profondes exigences humaines, idéologiques et professionnelles des couches sociales intermédiaires, ne peut mûrir qu'à travers la médiation des élites, de l'avant-garde capable d'interpréter les exigences les plus profondes, les intérêts les plus permanents de ces groupes sociaux... Les contenus que le prolétariat peut exprimer dans son immédiateté ne sont pas suffisants pour constituer réellement une critique positive du système capitaliste...Le pouvoir ne sera pas conquis par le prolétariat sans l'alliance durable de forces sociales et politiques qui ne peuvent adhérer à une solution révolutionnaire que pour autant qu'elle s'offre à elles comme un ensemble positif bien défini".

(p. 124 - c'est nous qui soulignons).

En clair, tout cela veut dire que le prolétariat n'est pas fichu de définir ce qu'il veut, qu'il a absolument besoin de ceux qui "pensent pour lui", les "élites", et ces "avant-gardes" dont nous connaissons trop la vocation dirigeante. Quant aux "couches sociales intermédiaires" puisque nous constatons qu'elles sont, depuis une trentaine d'années déjà, en voie de prolétarianisation, dans leurs conditions de travail s'entend, pourquoi ne pas les aider à en prendre conscience plutôt que d'attendre d'elles une sorte d'arbitrage dans la lutte de classe.

Mais André Gorz mise beaucoup sur ces couches sociales intermédiaires et même sur les technocrates:

" Le conflit de la technocratie avec les classes laborieuses aussi bien qu'avec la bourgeoisie, est toutefois profondément ambigu: cette caste refuse d'emblée de se déterminer sur le terrain politique. Objectivement progressiste ( ou de "gauche") dans ses démêlés avec les groupes monopolistes, elle est subjectivement conservatrice ("de droite") dans ses conflits avec la classe ouvrière... Ce conservatisme lui est commun avec tous les techniciens, dans la mesure où ils sont empiristes .... (p.II5).

" Si en revanche, le mouvement ouvrier ne se replie pas sur lui-même dans la défensive, mais s'attaque à l'élaboration d'une alternative anti-capitaliste, aux objectifs stratégiques échelonnés et économiquement cohérents il détruira l'idéologie de justification de la technocratie, la contraindra à choisir entre les monopoles et le mouvement ouvrier, et détachera une partie non négligeable des membres de cette caste".

( p.II7 - c'est nous qui soulignons).

L'auteur croit-il encore au père Noël ou nous prend-il pour des imbéciles? On comprend mieux lorsqu'il déclare plus loin:

" d'ailleurs le concours des technocrates est indispensable au mouvement ouvrier pour la détermination (mais non la définition) de certains objectifs stratégiques, d'une alternative anti-monopolistique économiquement cohérente Le fait est que le mouvement ouvrier, pour conquérir le pouvoir et pour gérer l'état, a besoin de gestionnaires spécialisés" (p.II8)

Même si l'auteur ajoute:

"ce besoin ne doit signifier en aucune façon... que le socialisme puisse réserver lui aussi, à la technocratie, le monopole de la gestion, de la synthèse et de l'organisation des rapports sociaux",

nous pensons ne pas avoir fait preuve de parti-pris en le classant parmi les apologistes de la techno-bureaucratie. Sa stratégie "ouvrière", tend avant tout à toucher les "couches sociales intermédiaires", pour en faire une classe d'appui de cette techno-bureaucratie. Nous avons déjà vu, au long de nos notes de lecture, qu'il n'est pas le seul représentant de cette faune.

Nous avons essayé de situer l'auteur, ainsi que les "médiateurs" sur lesquels il compte. Voyons maintenant quelles sont les "médiations" qu'il propose et dont il nourrit sa stratégie, bref, en quoi consiste son néo-réformisme.

"Le combat pour des réformes de structure (acquis permanents dans l'avance vers la démocratie socialiste) et pour des objectifs intermédiaires (c'est-à-dire qui explicitent la possibilité, les avantages et la nécessité d'une ligne alternative), posés dans le prolongement direct des revendications immédiates, est donc essentiel au développement d'actions s'insérant dans le mouvement et les contradictions internes du processus capitaliste pour le mettre en crise ..." (p.59)

"...c'est à tous les niveaux qu'une ligne alternative doit apparaître comme une possibilité concrète et positive réalisable sous la pression des masses:

- au niveau de l'atelier, par la conquête d'un pouvoir ouvrier sur l'organisation et les rapports de travail;
- au niveau de l'entreprise par la conquête d'un contre-pouvoir ouvrier concernant le taux de profit, le volume et l'orientation des investissements, l'évolution et le niveau technologique;
- au niveau de la branche et du secteur...
- au niveau de la ville... au niveau de la province...
- au niveau du Plan ...

(p.-o et 6I).

Nous avons abrégé cette citation sans toutefois la dénaturer. Nous pensons que ce texte suffit pour se faire une idée des propositions d'André Gorz. Mélanges de réformes et de mots d'ordre "transitoires" de style léniniste et trotskyste. Et l'auteur, dans les quinze pages de son introduction, défend le bien fondé de tout cela. Très habilement. Ces quinze pages mériteraient une réponse que nous ne pouvons entreprendre, mais nous faisons confiance aux camarades qui les liront.

Comme l'écrit lui-même l'auteur, c'est la vieille question sur "réforme et révolution". Il prétend que des "réformes révolutionnaires" sont possibles. Essentiellement parce que: "il n'est plus possible dans des sociétés développées où la pression des besoins vitaux s'atténue, de fonder la nécessité du socialisme sur une négation immédiate du système en vigueur, sur un refus... des "médiations" supplémentaires sont nécessaires..." (p.10).

Relevons un demi-aveu:

"il s'agit bien là d'une stratégie de la conquête progressive du pouvoir par les travailleurs qui n'exclut pas d'ailleurs la possibilité ou même

"la nécessité d'une prise du pouvoir pour une étape ultérieure" (p. 16).

Heureusement, pourrait-on dire !

Mais, restons-en là pour la critique. Comme nous l'avons signalé en tout premier lieu, le livre d'André Gorz nous apporte les éléments d'une très bonne analyse du capitalisme moderne. De nombreuses citations seraient nécessaires pour rendre compte de la richesse de cette étude qui ne gagne vraiment pas à être truffée de petits morceaux de "stratégie ouvrière". Rappelons seulement quelques titres :

- de la misère à la pauvreté,
- l'usine et la société,
- les rapports de travail,
- la finalité du travail,
- la misère dans l'opulence,
- la reproduction de la force de travail,
- le modèle de consommation,
- le coût social de l'initiative privée,
- la reproduction élargie de la force de travail,
- le modèle de civilisation,
- etc, etc...

Les cinquante pages consacrées au mouvement ouvrier face au Marché commun sont moins bonnes, en tout cas ne nous apprennent rien que nous n'ayons lu dans maints périodiques de "gauche".

En conclusion, nous signalerons qu'aux pages 92, 93 et 94, les lecteurs d'André Gorz trouveront le clou de sa profession de foi néo-réformiste. Nous leur en laissons la primeur.

oooooooooooo

## DISCUSSION

Le texte qui suit se rapporte à la lettre des camarades de Noir et Rouge, publiée dans le N° 33, novembre 64, p.19 et suivantes.

À l'origine de l'entrefilet paru dans I.C.O. N° 31, page 18, sur le "Combat syndicaliste", je reprendrai l'idée donnée puisque des camarades ont pensé qu'il y avait certaines maladresses dans la rédaction et d'autres qu'il était à supposer qu'il y avait mauvais goût de discuter de certaines choses, qu'il y avait même "manoeuvre" de la part de certains camarades.

Contrairement à ce que dit le camarade de Dordogne, il n'est pas question d'anarchisme, d'anarcho-syndicalisme ou de trotskysme dans cet entrefilet. Il s'agit d'une idée générale émise par un camarade de la CNT (naturellement, bien que n'étant pas de leur avis, je considère les rédacteurs du "Combat syndicaliste" comme des camarades) que je considère comme dangereuse et qu'il est nécessaire de mettre les points sur les i. Il ne s'agit pas de se hérissier pour rien, de défendre ou d'attaquer aveuglément la "famille".

Le camarade pense que des "minorités agissantes" sont utiles et

" qu'elles peuvent, à condition d'être bien menées, apporter quelque chose au mouvement ouvrier. Cette idée est, à mon avis, en contradiction avec les principes généraux émis par la CNT et le "Combat Syndicaliste", entre autre sur la hiérarchie et, c'est dans ce sens que je prends le problème. Jusqu'à maintenant, tous ceux qui ont voulu "diriger", "commander", "exploiter" se sont appuyés sur des "minorités agissantes", il y a donc lieu de s'expliquer clairement, ce n'est pas inutile. Je préfère aux "minorités agissantes" ce qu'on appelle "action directe", c'est-à-dire l'action de chacun dans tous les domaines, dans intermédiaire, seule garantie pour qu'une hiérarchie ne s'impose pas, n'exploite pas les autres.

La lettre des camarades de "Noir et Rouge" est, sur ce sujet, pour le moins curieuse. Elle reprend textuellement ce que le camarade du CEM demandait lors de la dernière réunion d'I.C.O. Faisant moi-même partie du groupe publiant le bulletin "Cahier de discussion pour un socialisme de Conseil", je ne suis jamais venu aux réunions d'I.C.O. en tant que groupe structuré, ce qui serait ridicule d'abord et contraire à ce que je pense ensuite, mais bien individuellement. J'ignore si les camarades du groupe auquel je collabore sont du même avis que moi sur la question des "minorités agissantes", je ne leur ai pas demandé leur avis avant d'écrire mon entrefilet, ils sont assez grands pour penser eux-mêmes. Plusieurs camarades de notre groupe collaborent régulièrement aux réunions d'I.C.O., cette question ne s'est jamais posée, nous donnons chacun, individuellement, en dehors de toute contingence de groupe notre collaboration à I.C.O.

Tant mieux si nos camarades de "Noir et Rouge" s'y retrouvent dans leur anarchisme, pour moi, c'est aussi clair que ce qu'on peut appeler le "marxisme" tout aussi vaseux. Il serait regrettable que les camarades d'I.C.O. ne puissent pas discuter de problèmes intéressants, de problèmes plus ou moins théoriques. I.C.O. se limitant à donner un panorama des luttes ouvrières en France, quand il le peut dans le monde, c'est absolument insuffisant, chaque groupe existant peut en faire autant. I.C.O. n'a pas à être une spécialité sur les problèmes syndicaux au service des autres groupes considérés comme plus "politiques". Les problèmes théoriques ont leur place, ils sont à discuter, surtout lorsque dans la déclaration d'I.C.O. il est dit que les actions doivent être entreprises par les ouvriers eux-mêmes et non par des partis ou des syndicats qui ne sont que des minorités agissantes dans le plus beau sens du terme.

Si nous ne pouvons pas discuter de tels problèmes, je pense simplement que I.C.O. n'a pas lieu d'exister. L'enregistrement des faits, comme c'est souvent le cas dans I.C.O. et les compte-rendus de lectures sont sans doute intéressants mais nettement insuffisants pour moi. C'est sans doute trop demander, les camarades involontairement restent sans doute trop sectaires pour accepter de telles confrontations.

Sur le plan pratique, pour éviter un tel débordement de littérature j'espère qu'il sera nécessaire de reprendre à l'avenir la proposition de certains camarades d'un comité de lecture afin que tous puissent discuter de ce qu'il faut mettre dans le bulletin et de quelle façon.

Cette lettre a été lue à la réunion des camarades de Paris; dans la discussion qui a suivi, les opinions suivantes ont été émises:

- manque de discussions de caractère théorique
- on n'a pas le droit de comparer ceux qui luttent dans un mouvement révolutionnaire à des stalinien ou à des catholiques; mais si le ton de la lettre était critiquable, les camarades de Noir et Rouge ont dramatisé et leur attitude peut aboutir à mettre un frein à la discussion dans tous les domaines.

- un camarade de Noir et Rouge souligne qu'il n'est pas question de mettre un frein aux discussions sur des problèmes de fond; la lettre est une prise de position d'un groupe à l'égard d'une certaine méthode, d'un style et d'amalgames inquiétants; les camarades de ce groupe ont eu le sentiment d'un article fait sciemment, posant de manière insidieuse des questions auxquelles il était difficile de ne pas répondre: problèmes de l'idéologie, des minorités agissantes, du syndicalisme; il y a été répondu en tant que groupe pour affirmer des positions libertaires vis à vis de l'extérieur.

oooooooooooo

## espagne: un tract de la base

A Barcelone, chez "Iboria" importante usine de postes de Radio et Télévision, une grève menée par le personnel qui gagne entre 700 et 1000 pesetas par semaine, avec 10 heures de travail par jour s'est terminée par le renvoi de 8 compagnons et la menace de licenciements.

Quelques jours après la reprise, une affiche commentait avec humour la situation. Malgré les efforts des flics et des patrons elle a été lue par tous les travailleurs.

"Prière au Bon Dieu pour l'âme de l'Augmentation de salaires, d'âge très avancée, disparue d'Espagne victime de Mme Montée des Prix laquelle a pris une vitesse terrifiante.

Son attristée épouse, Mme Petite Paye, ses fils Mrs Acompte, Mme Exiguë Paye supplémentaire et Mme Sans Vergogne, ses cousins les "desesperados" employés, producteurs et le reste de la famille,

Vous demandent un pieux souvenir, prières et lamentations, à la maison mortuaire "le Ministère du Travail" jusqu'au Cimetière de l'Espoir, " le Ministère du Commerce".

Nota: Plusieurs Excellences ont donné de très bonnes paroles et trois cent jours d'indulgence si on récite la

### P R I E R E

Père Franco qui est dans la Lune, sanctifié soit le pain... donnez-nous l'huile qu'on nous emporte, que ta volonté soit faite et pas celle des syndicats. Pardonnez-nous nos dettes comme nous pardonnons à ceux qui nous volent à tout moment et nous laissent tomber dans la tentation et cherchez-nous un "modus vivendi" et délivrez-nous des coquins qui nous exploitent.- Amen.

Pas de faire part avant de connaître le Budget de l'Etat".

CAHIERS PUBLIES PAR I.C.O. / (envoi contre Ifr au ccp ou 4 timbres par exemplaire)

- ESPAGNE 62 ( en collaboration avec NOIR & ROUGE)

- RUSSIE (témoignages et critiques)

- NANTES-St NAZAIRE (travailleurs et organisations- critique de l'appel Nantes)

PUBLICATIONS

Comme pour tous les articles d'ICO, les opinions émises à propos de tel ou tel article sont celles du camarade qui a lu la publication. Chacun peut être d'accord ou pas, et l'écrire. Chacun peut réparer les oublis.

SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES

La Révolution-Proletarienne (21 Rue Jean Robert -Paris 18eme )

- n°498 -Octobre 1962 - encore 10 pages sur la Iere Internationale - Louzon expose les raisons pour lesquelles il s'est battu en I4 et d'autres disent pourquoi ils ne sont pas d'accord ( dans les conflits entre imperialismes, guerre ou autre, nous n'avons pas a choisir entre l'un ou l'autre sous un pretexte ou un autre ; mais nous devons, par delà ces discussions, essayer de comprendre pourquoi les capitalismes nationaux parviennent à entraîner les proletariats de tous pays dans les guerres, ces défaites majeures des travailleurs de tous pays; s'il y avait une étude à faire sur I4, ce serait bien celle là ) - Un article intéressant de Duperray sur "deux siècles de paupérisation".
- n°499 -novembre 64 - des textes sans intérêt sur le changement de nom de la CFTC - encore 10 pages sur la Iere internationale - Un autre article sur la paupérisation dont nous citons la conclusion : "En bref, si au lieu de s'éclairer à l'huile, le prolétaire d'aujourd'hui s'éclaire à l'électricité, luxe que seule la haute et moyenne bourgeoisie pouvait se permettre il y a 50 ans, ce n'est pas parce que son salaire égale maintenant le revenu du bourgeois, ce n'est même pas parce que la part du produit de son travail qui lui revient ait augmentée, c'est simplement que les progrès de l'industrie électrique durant ces 50 dernières années ont fait que le courant électrique aujourd'hui ne coûte pas plus cher, ne nécessite pas plus de travail que l'éclairage à huile jadis."

C.I.L.O. (Yvernel -16 Rue du Commerce -Paris -15eme - façade internationale de la Révolution Proletarienne ) n° 30 -novembre 1964  
Lettre de France -Notes russes -Afrique du Sud - Lettres du Chili du Mexique, du Brésil - Bibliographie.

L'ECOLE EMANCIPEE (tendance syndicaliste révolutionnaire dans les syndicats de l'enseignement (autonomes) Le Guen -74 Rue de l'Armorique -Brest)

n° 4 (28-10-64) Non au rapport d'activité fédéral - L'art et la révolution.

n° 5 (10-11-64) Le rendez vous de septembre -Auxiliaire de la police.

ANARCHO-SYNDICALISTES

L'anarcho-syndicaliste (tendance syndicale -Gatineau 107 Rue Jean Jaurès -St Florent -Niort) n° 42 (10-64) Rapport sur la situation-Déclaration de L'Ecole Emancipée au congrès du SNI.

DIRECT ACTION (en anglais) (syndicaliste mais pour l'action directe)

Christopher, 34 Cumberland Road, London, E 17) nov 64  
La menace Gunter-Les travailleurs du bâtiment de Dublin se battent pour les 40 h - Trade Unionisme ou syndicalisme ? - Les travailleurs du livre menacés par Collins -Les apprentis s'organisent.

Le Combat syndicaliste (39 rue de la Tour d'Auvergne -Paris) (organe de la Confédération Nationale du Travail) 22-10-64 -Après l'Espagne-Le Viceairé -Sur un cinquantenaire (guerre de I4)

De ténacité

Le Monde Libertaire (organe de la Fédération anarchiste - 3 Rue Terneaux Paris IIeme ) n° 106 Novembre 64 -Les élections américaines - L'anarchisme espagnol -La faim dans le monde - Sartre ou les réminiscences .

Cahiers des amis de Han Ryner ( 3 Allée du Chateau -Les Pavillons sous Bois )

L'ORGANISATION (brochure de Noir et Rouge) Lagant -BP 113 -Paris 18eme  
texte d'une conférence faite au début de l'année sur le thème :  
les anarchistes et les problèmes de l'organisation révolutionnaire

L'homme Libre (recherche d'une psychologie libératrice ) II rue de la Résistance - St Etienne -Loire ) Septembre 64 n° 20

Pour une ORGANISATION révolutionnaire existante ou à faire

LA VERITE (revue trotskyste - 5 Rue de Charonne - Paris ) n°528-10-64  
Le conflit sino soviétique -La crise du mouvement ouvrier italien  
l'évolution de la littérature soviétique (dans l'éditorial ,il ya  
un historique des rivalités entre les clans trotskystes et un appel  
pour la reconstruction de la 4eme internationale )

VOIX OUVRIERE ( pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
fidèle à la tradition de Lénine et de Trotsky ) 29 Rue de Chateau  
Landon -Paris 10eme )  
n° 22 -Krouchtchev déposé-Les jeux de Tokyo -Au département 37 de  
la Régie Renault - Echos d'entreprise  
n° 24Après un mois de dékrouchtchevisation - CFTC-CFDT - Les Assurances  
Générales- Quand le PCF explique ce qu'il ne comprenait pas  
Bolivie ,novembre 1964- Le passé de la Russie et l'avenir de  
l'humanité (les litanies habituelles et les silences et défor-  
mations habituelles sur le rôle du parti bolchevik et sa  
prétendue "dégénérescence " )

LE PROLETAIRE ( parti communiste internationaliste-bordiguiste-)  
BP 375 Marseille Colbert -

n° 14 -octobre 1964 - Frontières nationales et économie de marché  
La leçon des licenciements -achacun son socialisme -Ce que  
fut en réalité le front populaire.Division des classes

n° 15 novembre 64 K ,bouc émissaire de la crise du capitalisme  
russe- bilan du socialisme dans un seul pays -Quand les  
économistes russes prêchent la libre entreprise et les  
chinois la révolution industrielle-L'unité ouvrière ,oui  
mais laquelle -Les licenciements de La Seyne

PROGRAMME COMMUNISTE (même groupe ,revue théorique ) n° 29 -10-64  
Un siècle après- Leçons de la polémique ruso chinoise -Nature,  
fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière  
Histoire de la gauche communiste italienne

POUVOIR OUVRIER (construire une nouvelle organisation révolutionnaire..  
pour le pouvoir des conseils des travailleurs ) 22 rue Léopold  
Bellan -Paris -

n° 65 -novembre 1964 -La France de 1965 -Les travaillistes au  
pouvoir -Grève des bus de Glasgow -Batiment :exploitation mieux  
organisée -Lutte de classes en Bolivie.

SOCIALISME OU BARRARIE (organe de critique et d'orientation révolutionnaire  
pour une nouvelle organisation révolutionnaire..basée sur la démoc-  
ratie prolétarienne) 16 Rue Henri Bocquillon -Paris 15eme  
n° 38-12-64 -Hiérarchie et gestion collective -Marxisme et théorie  
révolutionnaire- La foire de New-York- Le Monde en Question





## **Ce que nous sommes, ce que nous voulons.**

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

---

### **informations correspondance ouvrières**

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19<sup>e</sup>

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER